

JUILLET 2011

Pages 2-6

ACTUALITÉS DU MONDE

L'Union européenne
à la croisée des chemins

Amérique latine
bilan et perspectives

Singapour
séisme politique

Sénégal
manifestations à Dakar

Guatemala
mécénat suspect

Page 7

FOCUS

Kurdistan: après
les élections en Turquie

Pages 8-9

ACTIVITÉ DES
RELATIONS INTERNATIONALES

Pages 10-11

REGARD sur
Droit d'ingérence et protection
des populations civiles

Pages 12-13

SOLIDARITÉ

Libération d'Hervé Ghesquière
et Stéphane Taponier
Grèce : halte à la répression
Afghanistan : pour le retrait des
troupes
Maroc : un plébiscite
Syrie : pour le peuple syrien

LA FLOTTILLE

UNE LEÇON ÉTHIQUE ET POLITIQUE

La Flottille pour la paix n'a donc pas pu appareiller pour Gaza. Les autorités israéliennes, affaiblies par leur attaque meurtrière du Mavi-Marmara (9 morts, il y a un an), ont tout fait pour empêcher que les navires partent d'Athènes, bénéficiant de la lâcheté du gouvernement grec.

Le 14 mars dernier, pourtant, le secrétaire national du PASOK (le PS grec, principal parti au gouvernement), Mihalis Karhimakis, rencontrait l'ambassadeur de Palestine à Athènes. Il lui réitérait la solidarité de son parti pour le combat des Palestiniens et pour la création d'un État de Palestine indépendant. Moins de 4 mois plus tard, les autorités grecques utilisaient la menace et la force pour interdire à la Flottille de quitter la Grèce... bafouant leurs propres engagements, assumant l'application du blocus de Gaza maintenu depuis 4 ans par Israël, contre 1,5 millions de citoyens palestiniens victimes de cette infamie politique, sociale et internationale.

On constate que ni la France, ni aucun gouvernement de l'Union européenne n'a eu le courage de réagir. Le silence des autorités françaises et leur soutien à la politique de Tel Aviv suscitent l'indignation.

On voit à quels effondrements peuvent conduire les politiques mises en œuvre en Europe. La Grèce, sous tutelle du FMI, de la Banque centrale européenne et de l'UE, n'a plus de souveraineté économique et politique. Elle en a perdu sa capacité à faire des choix indépendants de politique internationale. Ces faits sonnent comme le rappel d'une exigence qui monte avec force en Grèce, en Espagne, en France et partout ailleurs, en Europe et dans le monde: l'exigence d'une rupture avec les thérapies de choc néo-libérales et les programmes d'austérité... l'exigence d'un vrai changement politique qui réponde, de façon urgente, aux attentes populaires, au besoin de démocratie, de droits nouveaux, de liberté, de solidarité, de justice, y compris pour le peuple palestinien... Tout cela est au cœur des luttes et des mobilisations sociales auxquelles les communistes contribuent en France et sur le plan européen.

Jacques Fath

responsable des Relations internationales



- **Fête fédérale de Vendée**, 16 et 17 juillet à Sion, débat sur le monde arabe samedi 16 juillet à 19 h avec Patrick Margaté pour le PCF
- **Congrès du Parti communiste ouvrier tunisien**, 22-23-24 juillet à Tunis, Emmanuelle Becker, conseillère de Paris, représentera le PCF
- **Université d'été du PCF**, 26-27-28 août en Savoie aux Karellis, débat *Monde arabe* vendredi 26 août, 15h à 16h30, avec Mouhieddine Cherbib, progressiste tunisien, Jacques Fath, responsable des *Relations internationales* du PCF
- **Congrès du Parti des Travailleurs**, 2-3-4 septembre à Brasilia (Brésil)
Ambroize Mazal, collaborateur aux *Relations internationales*, représentera le PCF
- ● **Fête de l'Humanité**, 16-17-18 septembre
débat *La politique internationale de la France* au stand du Conseil national

L'Union européenne à la croisée des chemins

L'iniquité des plans d'austérité et de régression sociale en Europe appelle la construction d'alternatives progressistes, de convergences démocratiques entre les deux rives de la Méditerranée.

Ultimatums, chantage, passage en force, répression, rien n'aura été épargné au peuple grec massivement mobilisé contre le plan de désendettement et la nouvelle cure d'austérité que lui impose l'UE et le FMI; ceux-ci vont se traduire par un racket sans précédent sur les biens publics de ce pays et de nouveaux sacrifices intolérables infligés à un peuple déjà durement frappé par la crise.

Le hold-up contre la démocratie, avalisé par le gouvernement de Papandreou, ne serait pourtant qu'une première étape¹. Ainsi, au nom de la réduction des déficits publics et de l'explosion de la dette souveraine des États, dont le capital est largement responsable, les gouvernements de l'UE, sous la houlette franco-allemande, tentent d'instaurer, avec le « *Pacte pour l'euro plus* », une « *gouvernance économique* », qui se traduit par une perte de souveraineté considérable des États membres sur leur politique économique, notamment budgétaire; par un renforcement drastique du pacte de stabilité avec des sanctions y compris préventives pour les pays qui n'en respecteraient pas les critères et un nouveau transfert massif de la richesse produite du travail vers le capital.

« *La crise grecque a eu du bon* ». Il n'y aurait d'autre alternative, pour les pays de l'euro dont la France, que celle « *du sang et des larmes* »².

Construire l'alternative progressiste

Le semestre de l'UE présidé par la Pologne sera marqué par cet agenda de crise. La mise sous tutelle des budgets nationaux par les instances européennes provoque une surenchère de mesures régressives (mise en cause des retraites, du travail avec le chômage massif, la précarisation passant par la baisse des salaires; des biens publics avec les privatisations). Ce nouvel ajustement ultralibéral au sein de l'UE, suscite aussi la persistance, voire le renforcement de mouvements

sociaux diversifiés pour le mettre en échec. Du Royaume-Uni, où une importante grève nationale est prévue à l'automne, à la Pologne, où des dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre la politique sociale du gouvernement libéral, l'heure est à la riposte; la CES appelle à « *rejeter cette gouvernance de l'austérité* » en « *articulant les réponses entre les niveaux européen et national* » (euro-manifestation le 17 septembre à Wrocław); l'important mouvement d'indignation qui a déferlé sur les places européennes en écho aux mouvements émancipateurs nord-africains se nourrit également de convergences nécessaires et urgentes avec des exigences fortes et concrètes; d'un côté de la Méditerranée, les défis sociaux et démocratiques portés par les assemblées constituantes et leur traduction dans les urnes peuvent dynamiser le mouvement progressiste nord-africain; de l'autre, l'exigence d'une régénérescence démocratique jetant les bases d'une nouvelle société et d'un monde plus juste (un appel à une mobilisation européenne le 15 octobre à été lancé par *Démocratie réelle maintenant!* en Espagne); peut se prolonger également, dans l'exigence d'une profonde refondation démocratique et sociale de l'Europe, de ses politiques comme de ses institutions et pouvoirs largement délégitimés.

Avec la mise en avant de contenus transformateurs (quelle Union monétaire, quel rôle pour la BCE, pour s'émanciper des marchés financiers?); avec l'exigence de coopérations solidaires (moratoires, annulation ou renégociation des dettes); d'une nouvelle conception de l'élargissement de l'UE, des accords d'association, des politiques de voisinage avec le Sud et l'Est de l'Europe; non soumise à la mise en concurrence des peuples sous le joug du capital, à la restriction des droits (Europe forteresse contre les migrants) et à un militarisme croissant, sous l'égide de l'OTAN, bafouant les droits des peuples comme en Palestine³.

Partout s'impose la nécessité pour la gauche de transformation sociale, pour les communistes, d'être à la hauteur des exigences populaires, en contribuant à la mise en débat des enjeux (consultations sociales, citoyennes, référendaires), dans des processus de convergences, des fronts unitaires, progressistes suffisamment larges pour permettre d'engager des ruptures profondes avec les politiques néolibérales.

Les mobilisations dans la construction d'une alternative au pacte pour l'euro plus et le renforcement concomitant de coopérations solidaires avec le Sud dans un nouveau pacte de progrès et de développement social seront un moment fort de cette contre-offensive des peuples.

José Cordon

responsable Europe des Relations internationales

1. « *La souveraineté de la Grèce sera énormément restreinte* » déclare le président de l'eurogroupe JC Juncker (in *La croix* 05-07-2011); surveillance accrue du plan de privatisations et de l'austérité programmée par une agence « indépendante »; alors que les agences de notation continuent à spéculer sur les dettes des États (déclassification du Portugal après la Grèce), sans que ce pouvoir illégitime ne soit contesté par les gouvernements.

2. In *Les Échos*, Eric Le Boucher, « *Du sang et des larmes* », 01.07.2011.

3. Avec cette destruction systématique de ce qui restait du « *modèle social européen* » de la période précédente, ce nouvel ajustement néolibéral européen est en train d'aggraver la pauvreté, les tensions sociales, les replis identitaires, la recrudescence du racisme et de la xénophobie; la montée de la droite la plus extrême.

Amérique latine bilan et perspectives des politiques des gouvernements progressistes

Le séminaire organisé par le Forum de Sao Paulo du 30 juin au 2 juillet à Rio lance la création d'un *Observatoire des gouvernements de gauche en Amérique latine*. Des ministres, responsables politiques et chercheurs ont partagé pendant ces deux jours leurs analyses et questionnements.



Premier constat : les gouvernements progressistes ont été capables de maintenir une stabilité macro-économique mais, à la différence de la droite, ils l'ont fait sans renoncer aux politiques de développement social grâce à une stratégie centrée sur la revalorisation des salaires, de création d'emplois, de soutien aux plus défavorisés, de diversification des relations économiques et d'indépendance vis-à-vis des organismes financiers internationaux.

Cette stratégie a sorti des millions de personnes de la pauvreté et de l'indigence et a créé les conditions pour cimenter un marché intérieur qui a été l'un des éléments qui ont permis à ces pays d'affronter la crise. Deux autres facteurs ont joué en ce sens : la préférence donnée aux relations de dépendance vis-à-vis des États-Unis ou de l'Europe fait partie du passé. La priorité est donnée aux relations avec la région et aux relations Sud/Sud. La Chine est aujourd'hui le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine et un investisseur de plus en plus présent.

L'autre facteur est la hausse des matières premières exportées par la région. Mais cette hausse est vue comme quelque chose de précaire, « *une niche spéculative* », ce qu'impose une diversification des économies et le développement des technologies et de chaînes productives.

L'Amérique latine vit un moment inédit et fait partie de la nouvelle configuration issue de la fin d'un monde bipolaire. Selon les participants, le monde se dirige de plus en plus vers une multiplication de pôles dyna-

miques de production de richesses et l'Amérique du Sud peut en être un. De là, l'importance d'avancer dans l'intégration régionale fondée sur la complémentarité, la coopération et la solidarité. Il s'agit avant tout d'une intégration politique qui aspire à la paix et se donne les moyens de se défendre avec un Conseil de sécurité et défense. Depuis la création de l'Union des nations de l'Amérique du Sud, les pays de la région traitent leurs propres problèmes et se lancent dans des projets communs sans la présence ni des États-Unis, ni de l'Espagne ni de l'Union européenne, ce qui n'était jamais arrivé en 200 ans d'existence de ces pays!

Plus de dix ans après le début de cette vague progressiste, des défis restent et des nouveaux s'imposent : les politiques mises en œuvre ont répondu à l'urgence face aux dégâts laissés par le néolibéralisme. La pauvreté a reculé mais les inégalités restent les plus fortes au monde.

La mise en œuvre des projets de développement national et de consolidation de l'intégration régionale sont à l'ordre du jour. La croissance n'amène pas forcément le développement et aller de l'avant pose la question de la transformation des sociétés. La priorité donnée aux relations Sud/Sud sont une forme de dépassement de la relation historique Nord/Sud, mais c'est quoi le « Sud » ? La Chine fait partie du Sud comme il y a vingt ans ? Le risque de nouvelles asymétries doit être évité.

La démocratie s'est imposée et des mécanismes de participation ont été créés dans certains pays; dans d'autres, elle s'est bureaucratisée. L'État, toujours a disputer, n'est plus au service des élites mais a tendance au statu quo et doit être transformé. Les partis devront savoir être des soutiens des gouvernements en même temps qu'une conscience critique qui reste au contact des mouvements sociaux.

Le néolibéralisme n'est pas complètement vaincu et l'impérialisme, bien qu'affaibli, reste à l'affût. Changer pour apporter toujours des droits nouveaux et une alternative est toujours nécessaire. Sans changements, a dit l'un des intervenants, la gauche connaît l'usure et la droite réapparaît comme nouvelle.

Obey Ament

responsable Amérique latine des *Relations internationales*

Singapour séisme politique d'amplitude trois

Début mai se sont tenues des élections législatives à Singapour. Paradis de transnationales, tout n'est pas aussi rose pour les habitants... La preuve.



Les médias français n'en ont quasiment pas parlé, mais il s'est passé quelque chose lors des élections législatives du 7 mai dernier à Singapour. La faible étendue de la Cité-État, 720 km² seulement, peut expliquer cette négligence, comme le fait que le Parti d'action populaire (PAP), au pouvoir depuis 1959, soit dès avant l'indépendance de 1965, a été reconduit avec 60% des suffrages exprimés et 81 des 87 sièges à pourvoir. Ces résultats représentent cependant un recul de 6,5 points de pourcentage par rapport au scrutin de 2006 et de 15 points par rapport à celui de 2001, en dépit d'un mode de scrutin de circonscription à un tour, à la britannique, rendu encore plus inique avec la création, en 1988, de circonscriptions à plusieurs sièges dont tous sont attribués à la formation arrivée en tête. À cela s'ajoutent des médias aux ordres – Singapour est à la 136^{ème} place pour la liberté de la presse – et l'avertissement lancé par Lee Kuan Yew promettant cinq années de pénitence aux électeurs ayant fait le mauvais choix dans tels ou tels bureaux de vote. Las, le Parti des travailleurs (WP pour Workers Party) a remporté les cinq sièges de la circonscription d'Aljunied, faisant chuter le ministre sortant des affaires étrangères, George Yeo. Aussi l'homme qui a dirigé le pays de 1959 à 1990, avant de devenir ministre senior, puis, à partir de 2004, *ministre mentor*, fonction qui en dit long sur sa conception de la politique, a-t-il décidé de se retirer, suivi en cela par Goh Chok Tong, qui était *ministre senior*, après avoir été premier ministre de 1990 à 2004. À respectivement 87 et 71 ans, il était temps qu'ils prennent leurs retraites. La garde ne sera cependant pas abaissée, bien que la relève paraisse assurée avec l'actuel Premier ministre Lee Hsien Loong, qui n'est autre que le fils aîné du mentor de la patrie.

Singapour est un État hors-sol, dont les 5 millions d'habitants semblent ne se consacrer qu'au travail, à l'hygiène corporelle et à l'ordre moral, avec pour principaux loisirs le shopping et la nourriture dont la complexité ethnoculturelle de la population (74,2% de Chinois, 13,4% de Malais et 9,2% d'Indiens, sans compter les expatriés fortunés et le demi-million de travailleurs immigrés, qui le sont sensiblement moins) assure la diversité. Paradis des transnationales, qui y trouvent le régime le plus « *business-friendly* » au monde, selon le classement de l'hebdomadaire *The Economist*, la corruption y est inconnue, la grille de la fonction publique étant étalonnée sur celle des grands groupes étrangers, ce qui

fait des ministres singapouriens les mieux rétribués de la planète. Le cumul est de surcroît possible: Lee Hsien Loong est également président du principal fonds souverain d'investissement, GIC (330 milliards USD d'avois), et son épouse, Mme Ho Ching, directrice générale du deuxième fonds souverain, **Temasek** (142 milliards USD d'avois). Le parti au pouvoir, qui a été membre de l'Internationale socialiste jusqu'en 1976, n'a pas cherché à créer une classe de *tycoons*, ces magnats des affaires à la mode de Hong Kong, mais, tout en plaçant le pays au cœur de la mondialisation libérale – 4^{ème} port et place financière, 3^{ème} temple du jeu après Macao et Las Vegas, 10 millions de touristes par an et, dans un avenir proche, centre de gérontologie d'une Asie orientale en voie de vieillissement –, il a veillé à ce que l'Etat oriente le développement à chacune de ses étapes et se dote des moyens pour le faire, fonds souverains d'une part, contrôle social et culturel de l'autre. Il peut se targuer d'impressionnants résultats économiques, avec le deuxième PIB/habitant de l'Asie après le Japon, d'avoir protégé l'environnement et subsumé les différences ethnoculturelles par une formation générale de haut niveau et, sur la base du mérite, la cooptation sélective des deux principales minorités.

D'où peut venir la désaffection partielle, mais notable, des électeurs? L'inflation et le coût excessif du logement, le combat de chiens pour la réussite individuelle face aux privilèges et à l'arrogance de l'élite ont semblé-t-il joué. Les facteurs plus directement politiques également. Singapour n'est peut-être pas une prison, mais certainement un internat dont la discipline est assurée par un *mentor* qui n'a jamais voilé sa méfiance à l'égard de la démocratie: médias entravés, syndicats domestiqués, opposition harcelée, justice aux ordres. Les méthodes ont été raffinées depuis l'époque où s'exerçait une forte influence communiste. À la législation coloniale, qui perdure et permet d'enfermer les mal pensants pour une durée indéterminée et sans jugement – Chia Thye Poh, le dirigeant du Front socialiste (*Barisan sosialis*) est resté 23 ans en prison, suivis de 9 années de résidence surveillée –, ont été adjoints les procès pour diffamation, toujours gagnés par le pouvoir, avec à la clé de lourdes amendes, qui ont ruiné des générations d'esprits critiques. La discipline s'exerce à travers un droit pénal d'une extrême rigueur, de lourdes amendes frappent tout comportement inapproprié, les châtiments corporels restent de vigueur dans les tribunaux, les écoles et les forces armées, Singapour a le taux le plus élevé au monde de peines capitales par habitant. Elles sont automatiques pour toute une série de délits. Les résultats des élections du 7 mai sont l'équivalent d'un séisme d'amplitude trois. Cela ne suffit pas à abatre les structures, mais en révèle les fissures et les malformations.

Patrice Jorland
collaborateur des *Relations internationales*

Sénégal manifestations à Dakar, les 23 et 27 juin 2011



Une déplorable fin de règne. C'est l'analyse la plus partagée par les commentateurs au Sénégal après les émeutes sans précédent qui ont contraint le président Wade à retirer, jeudi 23 juin, dans la précipitation et dans une confusion totale, son projet de loi portant sur un « ticket » à la prochaine présidentielle.

Avec des députés assiégés au sein de l'Assemblée nationale par une foule surexcitée les menaçant de mort si jamais le projet était voté, des domiciles de dignitaires et des édifices incendiés et mis à sac, le régime de Wade a frôlé l'effondrement.

Jamais, depuis son accession au pouvoir en 2000, le fauteur du « Vieux », pourtant abonné à des scandales retentissants, mais très habile à toujours se sortir des situations les plus carabinées, n'a paru autant menacé. Le coup de poker du ticket visant à se faire élire avec seulement 25% des suffrages exprimés à la prochaine présidentielle et de se choisir un successeur, a lamentablement échoué. C'est que le temps semble compté pour un président âgé de 85 ans, rattrapé par une vague de contestations tous azimuts de son régime et obsédé par l'idée de se faire succéder par son fils Karim Wade.

À l'évidence, Wade, qui a voulu opérer un forçage sur le dos du peuple sénégalais, a commis de grossières erreurs d'appréciation qui l'ont conduit à une capitulation humiliante avec le retrait forcé de son projet de loi, assimilé par l'opposition à un « coup d'État institutionnel ». Et son dernier coup d'éclat, un voyage controversé à Benghazi, n'est pas étranger à son aveuglement.

En se rendant dans la capitale des insurgés libyens escorté par des patrouilleurs français, **Wade a compris**

qu'en contrepartie de ce « job » risqué, Sarkozy lui avait donné tacitement le feu vert pour l'adoubement de son fils Karim Wade.

Quelques jours avant son raid sur Benghazi, toujours grâce à l'entremise de Sarkozy, Wade avait pu obtenir une fugace poignée de main entre son fils et Barack Obama au sommet de Deauville.

Les services de presse de Karim Wade n'avaient pas hésité à exploiter cette rencontre fortuite à des fins politiciennes en inondant les journaux et les sites sénégalais de la fameuse photo.

Ces deux événements ont sans doute été surinterprétés par Wade, qui les a considérés comme un feu vert tacite des deux poids lourds de la communauté internationale à un projet ourdi dans le plus grand secret.

Erreur fatale ! Dès que les manifestations ont commencé à se transformer en insurrection, la France a pris ses distances avec un communiqué du porte-parole du Quai d'Orsay, Bernard Valero, qui a indiqué que la France était « surprise qu'une réforme aussi importante, présentée à moins d'un an d'une échéance électorale majeure, n'ait pas été précédée d'une large concertation avec l'ensemble des acteurs politiques ».

Et bien avant le vote même du projet de loi, l'ambassadeur des États-Unis à Dakar désavouait diplomatiquement Wade en indiquant que son pays se rangeait « aux côtés du peuple ». La messe était ainsi dite pour un président perdu par sa propre ruse.

Englué dans d'innombrables scandales financiers et les caprices d'un parvenu au pouvoir aidant, Wade n'a pas saisi l'exaspération des sénégalais et leur détermination à en finir avec ses dérives dynastiques.

Sonné, KO debout, Wade a indiqué vouloir discuter sans condition avec l'opposition politique et la société civile sénégalaises pour trouver une issue politique à la crise multiforme qui sévit au Sénégal.

Birame Demba Wagane
collaborateur des Relations internationales

Guatemala

Perenco: mécène des Mayas à Paris, mécène des militaires au Guatemala

Le 20 juin dernier était inaugurée l'exposition

“Maya, de l'aube au crépuscule” au Musée du Quai Branly. Saluée pour avoir rassemblé des pièces exceptionnelles de l'art maya classique, cette exposition est pourtant financée par une entreprise pétrolière franco-britannique, Perenco, critiquée au Guatemala pour son manque de respect des lois environnementales, son indifférence envers les communautés installées près de la zone de production et sa participation à la remilitarisation de la région.

Les 47 puits exploités par Perenco se trouvent au cœur du Parc national Laguna del Tigre, situé au nord du pays, dans le département du Petén et protégé à la fois par les lois nationales et par la convention internationale sur les zones humides dite « de Ramsar¹ ». Cette zone humide étant considérée comme très fragile au niveau environnemental, Perenco n'aurait pas dû pouvoir renouveler son contrat dans cette zone. En effet, quand le premier contrat d'exploitation de ces puits est signé en 1985, la loi sur les zones protégées n'existe pas (elle sera adoptée en 1989) et la loi n'étant pas rétroactive, l'entreprise qui est à l'époque Basic Resources, maintient le droit d'exploiter la zone jusqu'à la fin du contrat, en août 2010. Perenco rachètera les concessions de Basic Resources et commencera à exploiter au Guatemala en 2001. À l'issue de ce contrat, la loi sur les zones protégées devait valoir. Pourtant, à l'aide de quelques artifices législatifs et d'alliances stratégiques, cette reconduction de contrat s'est produite en juillet 2010 pour 15 nouvelles années².

Notons que le nouveau contrat inclut une participation de 0.30\$ par baril produit pour le financement d'un nouveau bataillon d'infanterie dans la zone de la



Laguna del Tigre, appelé « Bataillon vert »³. Ce bataillon a été créé en octobre 2010, notamment grâce à un financement de 3 millions de dollars de Perenco⁴. En plus de l'implantation de nouveaux détachements militaires, cet argent a également permis l'arrivée de 250 nouveaux soldats dans la zone de la Laguna del Tigre et de la Réserve de la Biosphère Maya.

Dans un pays qui a connu 36 ans de guerre civile (1960-1996) ayant laissé 200.000 morts et 50.000 disparus et où 90% des massacres ont été commis par les forces armées, le retour des militaires à un rôle de sécurité publique (par ailleurs en contradiction avec les Accords de Paix de 1996) n'est pas sans effrayer les populations de la région.

Ajoutons que ces populations ont bien souvent été les victimes de ce même conflit et sont arrivées dans le Petén suite à des déplacements forcés, afin de trouver des terres libres sur lesquelles cultiver leurs aliments de base.

Or, les populations vivant dans la Laguna del Tigre ne disposent d'aucune sécurité juridique sur leurs terres, se trouvant également sous le coup de la loi sur les zones protégées, même pour celles étant arrivées avant 1989. On se trouve donc face à une contradiction : permettre à une entreprise pétrolière de se maintenir 15 années supplémentaires tout en menaçant les personnes y vivant d'expulsions imminentes.

Ce que demandent les populations ? De pouvoir travailler librement leurs terres, c'est-à-dire obtenir des titres de propriété, que l'État cesse sa stratégie de remilitarisation de la région et que Perenco tienne ses engagements de développement au niveau santé et éducation, au-delà des quelques pupitres de qualité médiocre donnés aux écoles et des quelques comprimés de paracétamol distribués dans des centres de santé précaires. En d'autres mots, que Perenco s'intéresse aux populations actuelles du Guatemala et ne cherche pas seulement à se donner une image positive en finançant une exposition sur les peuples du passé.

Pour plus d'informations, voir le rapport du Collectif Guatemala : « Perenco, exploiter le pétrole coûte que coûte » : http://collectif-guatemala.chez-alice.fr/campagnes/rapport_perenco.pdf

Cynthia Benoist
membre du collectif Guatemala-ONG françaises

1. Voir: <http://www.ramsar.org>

2. Ces « artifices » passent notamment par l'approbation, en 2008, de loi dite de FONPETROL, qui permet de renouveler des concessions pétrolières « si les conditions économiques sont favorables à l'État », fait sur lequel tout le monde n'est pas d'accord.

3. Accords ministériels 214-2010, 215-2010 et 216-2010.

4. « Guatemala acepta las donaciones de Perenco », *El Periódico*, 17 septembre 2010. <http://www.elperiodico.com.gt/es/20100917/economia/175287/>

LES LÉGISLATIVES DANS LE KURDISTAN TURC (12 JUIN 2011)

De retour du Kurdistan, à l'occasion des élections législatives en Turquie, Pascal Torre, à titre d'observateur, nous relate les conditions dans lesquelles la population kurde tente de faire valoir ses droits.

Quatre délégations françaises¹ ont séjourné dans le Kurdistan turc, lors des élections législatives.

Le parti au pouvoir, l'AKP, s'est prévalu durant la campagne de ses succès économiques et d'un rayonnement international accru. Après les révolutions arabes, la Turquie semble être devenue le partenaire indispensable des puissances occidentales. Le Premier ministre, M. Erdogan, bénéficie de l'appui de la bourgeoisie anatolienne et libérale d'Istanbul ainsi qu'une audience populaire élargie sur une base conservatrice. Pourtant, les orientations actuelles font débat. Un tournant autoritaire, nationaliste et islamiste est perceptible depuis plusieurs mois: pressions sur la presse, 2500 arrestations de kurdes, tentative avortée d'empêcher les candidats du BDP (parti kurde) de se présenter aux élections, seuil de 10% pour obtenir une représentation. Ces élections s'annonçaient difficiles pour le BDP. Il a su cependant unifier les mouvements kurdes et sortir de sa stricte influence régionale en jouant un rôle déterminant dans la constitution d'un Bloc progressiste.

Dans une campagne inégalitaire, l'AKP fait figure de parti officiel tandis que le BDP est privé d'aide financière et d'expression publique. La police, omniprésente, se fait scrupuleuse dans la surveillance et les interrogatoires des militants et des élus. Les interpellations, les gardes à vue et les brutalités constituent la norme. Dans les zones rurales, les « *protecteurs de village* » font leur loi en toute impunité. Les représentants du pouvoir privatisent les ressources publiques (aides diverses, emplois) pour monnayer les suffrages d'une population sinistrée par le chômage et les difficultés économiques. En dépit de ces pressions et intimidations, les OCE (observateurs) ont mesuré l'ampleur de la résistance des kurdes, la très forte légitimité du BDP et le prestige du PKK.

Les délégations ont été affectées à la surveillance de zones rurales dans lesquelles les fraudes et les violences perdurent depuis longtemps. La présence de militaires et de policiers est la règle devant et dans

les bureaux. Pour endiguer la très forte participation, les autorités n'ont pas hésité à fermer des bureaux. Ceux qui insistaient pour exercer leur droit ont été arrêtés, battus ou menacés de rétorsions. Les femmes ont été particulièrement visées. Les représentants du BDP n'ont pas pu disposer d'assesseurs. Leurs observateurs ont souvent été exclus des opérations de vote et nombreux sont ceux qui ont subi des agressions physiques. La fraude est massive: non-conformité des bulletins des candidats kurdes, électeurs terrorisés par les injonctions armées. La présence d'OCE a irrité les agents du pouvoir mais a rassuré la population. Elle a permis d'endiguer parfois les irrégularités. La proclamation des résultats s'est traduite par un déchaînement de violence dans de nombreuses villes. À Siirt, la police a chargé la foule avec des véhicules blindés.

Les résultats, à l'échelle du pays, donnent à M. Erdogan une victoire confortable. Avec 36 élus, le Bloc double sa représentation soulignant la baisse d'influence de l'AKP dans la région et les limites de la politique engagée. Le BDP a su capitaliser l'image d'un parti intègre, qui sait héroïquement résister aux vagues de répressions.

Les Kurdes font les frais de l'échec de la fiction kémaliste d'homogénéité de la Turquie et servent d'exutoire à une terrible violence politique, économique, sociale et culturelle. Ils restent attachés à leur identité et aspirent à s'exprimer dans leur langue. La reconnaissance des droits culturels est une priorité qui doit trouver sa traduction constitutionnelle. Cette société manifeste un immense dynamisme. Depuis 2009, une autonomie municipale est à l'œuvre et permet d'expérimenter des pratiques démocratiques. Les OCE ont été marqués par la forte politisation populaire, la qualité du personnel politique et l'exceptionnel engagement des femmes pour un règlement pacifique.

Les politiques françaises et européennes faites d'arrestations et de procès sont sévèrement jugées et altèrent leur image. Les Kurdes sont en droit d'attendre notre soutien². Il y a urgence. Les arrestations se multiplient, les invalidations des députés nouvellement élus pleuvent. Le temps est venu de donner plus de force à notre solidarité.

1. Des représentants du PCF, un d'EELV, associations de solidarités d'Isère et de Corse avec un statut d'observateurs civils européens (OCE).

2. Voir le colloque *Quelle solution politique à la question kurde en Turquie*, Assemblée nationale, intervention de Pierre Laurent, 30 mai 2011, ou la déclaration de Marie-Christine Vergiat et de Jürgen Klute, 1er juillet 2011.

MONDE ARABE

Palestine

29 juin: rassemblement devant le Tribunal de Vaulx-en-Velin en soutien au maire de la ville attaqué par le Préfet et convoqué par la justice pour avoir hissé un drapeau palestinien (à côté du drapeau français et d'autres...) sur l'Hôtel de ville. Participation de nombreux militants, de Danielle Lebaïl (secrétaire fédérale, membre du Comité exécutif), de Marie-France Vieu-Marcaux et Jacques Fath.

5 juillet: flottille de la paix pour Gaza: conférence de presse de Jean-Paul Lecoq – passager du bateau français le *Louise Michel* – avec Stéphane Hessel, Rony Brauman, Rokhaya Diallo... Participation de Jacques Fath pour le PCF.

6 juillet: rassemblement de solidarité avec la Flottille au Métro Franklin Roosevelt à Paris avec Dominique Adnot, président de l'ANECR, Catherine Margaté, maire de Malakoff, Yann Leroy et Patrick Margaté pour le PCF et de nombreux intervenants associatifs et politiques.

Syrie

24 juin: soirée de solidarité avec le peuple syrien à la Bourse du Travail. Intervention de Patrick Margaté. Participation de Farouk Mardam Bey, Ernest Pignon-Ernest et plusieurs artistes du monde arabe.

25 juin: rassemblement et manifestation de solidarité au Panthéon, organisée par l'association Houria-Sourya, avec Michel Billout, sénateur, et Patrick Margaté pour le PCF.

Maroc

21 juin: rencontre avec Amina Boughari, représentante du *Mouvement du 20 février* au Maroc et Ayad Ahrum du *Mouvement Paris/Île-de-France* avec Patrick Margaté et Marine Malberg.

1er juillet: conférence de presse du *Mouvement du 20 février* à Paris pour le boycott du référendum sur le projet de Constitution en présence de Marine Malberg pour le PCF.

Tunisie

17 juin: rencontre avec Assef Yahiaoui, représentant du Parti socialiste de gauche en Tunisie avec Patrick Margaté.

Iran

18 juin: rassemblement au Trocadéro pour le 2ème anniversaire du soulèvement populaire contre le coup de force électoral avec Michel Billout, sénateur, et Patrick Margaté.

EUROPE

Ukraine

17-20 juin: participation de José Cordon au congrès du Parti communiste d'Ukraine.

France

30 juin: rassemblement à Paris en solidarité avec la Grèce. Participation de Nicole Borvo et José Cordon pour le PCF.

PGE

Grèce-5 juillet: réunion de la présidence du PGE à Athènes avec Pierre Laurent; rencontre avec des syndicalistes au Parlement.

Italie-12-17 juillet: Université d'été du PGE et réunion du bureau exécutif à Trevi.

Kurdistan de Turquie

22 juin: soirée de compte-rendu avec les observateurs et observatrices de différentes organisations, envoyés au Kurdistan à l'occasion des élections législatives en Turquie. Pascal Torre pour Corse-Kurdistan, Verts, Daniel Voguet pour le PCF. Avec la participation de Sylvie Jan et Yann Leroy pour le secteur international du PCF.

2 juillet: participation de Sylvie Jan pour le PCF à la manifestation organisée par les associations kurdes en France, en riposte des arrestations et des procès contre des militants kurdes en France et contre les manipulations post-électorales en Turquie. Le gouvernement d'Erdogan destitue de façon complètement fallacieuse, quatre députés au BDP.

Les militants kurdes revendiquent le PKK comme un mouvement populaire de résistance. Lecture d'un message de soutien de Pierre Laurent comme président du parti de la Gauche européenne et des députées européennes Marie-Christine Vergiat et Jurgen Klute. Intervention de Pascal Torre, comme Observateur civil européen lors des élections législatives, de retour du Kurdistan de Turquie.

La délégation française d'observateurs pour les élections en Turquie, avec Daniel Voguet (observateur pour le PCF), est accueillie au siège du PCF pour une rencontre publique organisée par Sylvie Jan, avec la participation de représentants du BDP et de démocrates du Kurdistan de Turquie.

AFRIQUE

Côte d'Ivoire

22 juin: rencontre au siège du PCF entre Sylvie Jan et Michel Galy, politologue et sociologue.

Burkina Faso

21 juin: participation de Marine Malberg et Luc Mboumba, membres du *Collectif Afrique*, à la rencontre organisée par la Fondation Gabriel Péri sur l'actualité politique du Burkina. Cette rencontre se tenait avec Dragoss Ouédragogo, cinéaste, chargé de cours à l'Université Bordeaux 2, Moumini Derra, président de l'*Union générale des étudiants Burkinabé* et Nacabanabo Sagado, secrétaire confédéral de la CGT-B, intervenants en conférence vidéo.

28 juin: conférence de presse à l'Assemblée nationale à l'occasion d'une *Demande de création d'une commission d'enquête relative à la recherche de la vérité à propos de l'assassinat de Thomas Sankara*. En présence de Roland Muzeau pour le PCF, Noël Mamère pour les Verts, Odile Tobner pour l'association *Survie*, Bruno Jaffré, initiateur en France de la pétition « Justice pour Sankara » sur le site www.thomassankara.net.

1er juillet: rencontre au siège du PCF entre Jacques Fath, Sylvie Jan, Marine Malberg pour le PCF, Bénéwendé Sankara, président du parti Union pour la Renaissance/Parti sankariste (UNIR/PS), et Germaine Pitroipa, ancienne haut-commissaire auprès de Thomas Sankara. Jacques Fath a exprimé la volonté du PCF de renforcer les liens de solidarité avec le peuple du Burkina en lutte.

1er juillet: intervention de Jacques Fath à la soirée publique organisée par *Survie*, CADTM, PCF, EELV, Afriques en lutte (NPA), Les Alternatifs, *Sortir du colonialisme*, AEBF (*Association des étudiants Burkinabé en France*), *Afaspa*, sur le thème *Justice pour Thomas Sankara, justice pour l'Afrique, solidarité avec le peuple Burkinabé*. Le PCF dit sa volonté de s'engager durablement pour obtenir une commission d'enquête.

Madagascar

30 juin: message de Pierre Laurent à l'adresse de Philippe Joazandry, président de l'AKFM, à l'occasion du décès de Gisèle Rabesahala, « grande figure communiste de Madagascar, ancienne ministre de la culture, sénatrice, et longtemps secrétaire générale de l'AKFM, le Parti du Congrès de l'indépendance de Madagascar ».

Collectif PCF/Afrique

30 juin: tenue du Collectif PCF/Afrique. Décision d'élargir à la création d'un réseau, ouvert à toutes celles et tous ceux intéressés pour être informé-es et relayer les actions du PCF dans ce domaine.

AMÉRIQUE LATINE

16 juin: Éliane Assassi, sénatrice communiste, a reçu Ruben Figueroa, défenseur mexicain des Droits des migrants. Obey Ament participait à cette rencontre.

Uruguay

17 juin: Obey Ament a participé à la cérémonie organisée par l'Ambassade de l'Uruguay en honneur de José Artigas, héros national.

Bolivie

22 juin: Obey Ament a participé à une rencontre à l'ambassade de la Bolivie à l'occasion de la nouvelle année indigène en présence de la ministre des Cultures Élisabeth Salgero.

25 juin: participation d'Obey Ament au débat *Virage à gauche en Amérique latine* lors de la Fête de la Marseillaise à Avignon.

Brésil

30 juin au 2 juillet: participation d'Obey Ament au séminaire *Gouvernements de gauche et progressistes en Amérique latine et Caraïbe, bilan et perspectives*, initiative du Forum du Sao Paulo, organisé à Rio de Janeiro par les fondations Perseu Abramo et Mauricio Grabois avec l'Université fédérale de Rio.

Vénézuéla

5 juillet: Obey Ament représentait le PCF lors des commémorations du Bicentenaire de la déclaration de l'indépendance du Vénézuéla.

Guatemala

22 juin: Hannibal Garcia, député indépendant, candidat à la vice-présidence du Guatemala avec Rigoberta Menchu (candidate à la Présidence du pays), pour le Front large de gauche, est reçu au siège du PCF par Jacques Fath et Obey Ament.

Désarmement

25 juin: contre-sommet organisé par la *Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN)*, à l'occasion de la réunion à Paris des 5 pays, puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de Sécurité les 29 et 30 juin. Intervention de Catherine Margaté au nom des maires pour la Paix et du PCF.

LIVRE**Un an d'Afrique**

Les engagements du PCF septembre 2010 - 2011

Le secteur international du PCF vous propose un ouvrage qui rassemble ses engagements récents face à plusieurs événements : le 50ème anniversaire des indépendances africaines, la Côte d'Ivoire, la départementalisation forcée de Mayotte, la Semaine anti-coloniale, le Rwanda, la demande d'ouverture d'enquête à propos de l'assassinat de Thomas Sankara, etc.

Ces textes rassemblés s'en tiennent à l'Afrique hors Maghreb, même si ceux-ci ont des répercussions importantes sur le reste du continent.

Ce récapitulatif pourra intéresser les militant-e-s communistes à la recherche de repères actuels, les étudiant-e-s, les progressistes engagés ici avec l'Afrique, nos ami-e-s d'Afrique avec qui le PCF veut développer un dialogue et des actions utiles à la construction d'un nouvel internationalisme....

Parution : Fête de l'Humanité 2011

Pré-vente par souscription, prix : 3 euros

Chèque à l'ordre du PCF

Adresse: PCF-Secteur International –

Collectif Afrique/Sylvie Jan -

2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris

Contact : sylvie.jan@free.fr / 06 21 02 21 30

SUGGESTIONS DE LECTURE***Les intellectuels faussaires. Le triomphe médiatique des experts en mensonge***

Pascal Boniface. Éditions Jean-Claude Gawsewitch

Côte d'Ivoire 2011. La bataille de la seconde Indépendance

Robert Charvin. Éditions l'Harmattan

Un ouvrage contredisant frontalement le discours en vigueur dans une grande partie de la classe politique et médiatique de notre pays.

Recherches internationales - juin 2011

Le dernier numéro consacre son dossier central aux enjeux du changement climatique.

Le numéro: 15 €. E-mail: recherinter@internatif.org. Tél: 01 42 17 45 27

ingérence humanitaire ou protection des populations civiles

L'intervention militaire de l'OTAN en Libye se fonde sur le principe du devoir de protection des populations civiles. Qu'en est-il de ce concept, son origine et les problématiques qu'il suscite.

L'ambiguïté du droit d'ingérence humanitaire au nom de la protection des populations civiles ne date pas d'hier. L'intervention militaire britannique aux Malouines en 1982, l'URSS à Prague en 1968 et la France au Biafra en 1967 témoignent qu'il a toujours été question d'un rapport de force entre les puissances dominantes et les États faibles dominés. Mais il est également apparu au fil de l'histoire que la souveraineté ne pouvait constituer une garantie d'impunité pour les tyrans et les dictateurs.

La complexité de cette question amène donc à s'interroger sur la légitimité et la nécessité d'une intervention militaro-humanitaire en cas de violations massives et systématiques des droits de l'Homme sur des populations démunies. La diversité et la particularité de chaque situation démontrent la nécessité de mesurer et d'appréhender le plus efficacement possible les demandes et attentes des populations en détresse.

Juridiquement non défini, mais théorisé par le philosophe J. R. Revel en 1979, le droit d'ingérence fut repris par Mario Bettati et Bernard Kouchner en 1987. Leur démarche remettait en question la « théorie dite archaïque de la souveraineté des États, sacralisée en protections des massacres ». La paix se devait de devenir dans les faits une norme supérieure qui imposerait désormais aux États un devoir d'assistance au nom d'une morale de l'extrême urgence. La doctrine du « *devoir d'ingérence* » prend à contrepied le système juridique traditionnel, en remettant en cause le concept même de souveraineté. Le droit d'ingérence défini comme « *l'immixtion sans titre d'un état ou d'une organisation intergouvernementale dans les affaires qui relèvent de la compétence exclusive d'un état tiers* » se retrouve donc légitimé.

L'universalisation des droits de l'Homme par l'élaboration d'un cadre légal justifierait-il l'application du droit d'ingérence ? À la fois positif dans son principe, il demeure pourtant dans les faits l'expression des rapports de forces habillant la vie politique interventionniste des grandes puissances. C'est pourquoi, dès 2005, il est apparu nécessaire de changer les termes du débat. L'assemblée générale

des Nations unies adopta pour principe « *la responsabilité de protéger* » les populations contre les génocides, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité. Ce devoir de protection, contrairement au devoir d'ingérence, entend s'inscrire sur le moyen et long terme en intégrant à la fois la responsabilité de réagir, de prévenir et de reconstruire. L'implication d'une logique de double responsabilité : externe de respect de la souveraineté des autres États et interne de respect de la dignité et des droits fondamentaux des populations en vue d'une plus grande efficacité. Un État qui failirait à son devoir de protection, activerait une responsabilité subsidiaire de la communauté internationale, qui pourrait intervenir sans son consentement à des fins présentées comme humanitaires ou protectrices.

Plusieurs problématiques se posent donc quant à leurs utilisations et leurs objectifs officiels. Droit d'ingérence ou droit d'assistance humanitaire, de quoi parle-t-on ? Comment s'entendre sur les modalités d'actions d'une intervention extérieure, lorsqu'un État n'est plus en mesure d'assurer la protection de sa propre population ?

L'ingérence humanitaire a progressivement évolué au travers des crises. La résolution 794, en Somalie, marque un tournant décisif dans l'évolution de ce concept. Les mesures prises au nom du chapitre VII dans le but d'assurer la fourniture de l'aide humanitaire a permis l'affirmation de la nécessité de l'ingérence humanitaire. L'intervention de l'ONU en Haïti et Angola, où la finalité prit respectivement les formes du rétablissement d'un processus démocratique et l'organisation du processus de paix, ont fait évoluer le concept en lui assignant un caractère démocratique. L'ingérence n'avait plus pour seul objectif de venir en aide aux victimes.

Le droit d'ingérence s'est vu également devenir l'outil privilégié d'une politique dite de « *state building* » remodelant et transformant les États et les peuples sans les annexer, comme au Kosovo en 1999 ou en Afghanistan en 2001. Pour finir, le cas de la Côte d'Ivoire est l'expression même de l'ingérence impérialiste qui, au nom de la légitimité

ingérence humanitaire ou...

démocratique, a pris explicitement position en faveur de l'une des parties au conflit, Monsieur Ouattara.

La pratique ne cesse d'apporter des incertitudes quant à son véritable objectif : a-t-il pour vocation de moraliser les rapports qu'ont les gouvernements avec leurs populations ou l'instauration de ce droit dans l'ordre juridique internationale ? La confusion entre la sphère politique, militaire et humanitaire témoigne qu'il n'existe pas de réelle volonté politique internationale.

Responsabilité de protéger se présente donc comme une doctrine de guerre préventive, l'intervention en Libye le démontre explicitement. En effet, l'argument de deux poids/deux mesures est souvent invoqué : comment prétendre qu'une action est humanitaire si celle-ci est soumise à des impératifs de *realpolitik* garantissant l'immunité à certains États violateurs des droits de la personne les plus élémentaires ? Le problème palestinien demeure l'exemple le plus probant.

L'expression « *droit d'ingérence* », dépourvue de tout contenu juridique, acquiert celui-ci lorsqu'elle est assortie de l'adjectif humanitaire. La finalité assignée à « *l'intervention* » la prive de son caractère licite auquel elle est universellement attachée. La nécessité de modifier la procédure de prise de décision au Conseil de Sécurité concernant les interventions militaro-humanitaires sera gage d'une volonté politique de construire un nouvel ordre international sur les bases de l'égalité et du respect des peuples. Il n'est par conséquent guère étonnant que cette doctrine ait mené et mène à de nombreux abus en pratique. L'État du XXI^{ème} siècle trouvera sa légitimité dans sa capacité à accepter et à vivre dans un monde d'ingérence.

La charte des Nations unies n'a certes pas réussi à faire disparaître les pratiques impérialistes, mais elle a donné la possibilité aux États attaqués d'invoquer le droit pour s'opposer à la force.

Marine Malberg
collaboratrice des *Relations internationales*

Libération d'Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier

« Une formidable nouvelle »

« Enfin, Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier sont libres. Quel soulagement ! 18 mois de souffrances, d'inquiétudes, de craintes et de faux espoirs prennent fin !

Je veux rendre hommage à tous ceux qui se sont battus pour que cette issue heureuse devienne possible. Je pense aux familles, aux amis et aussi à tous ces anonymes qui ce sont mobilisés et qui ont dépensé leur temps sans compter.

Avec cette formidable nouvelle, l'heure doit être plus que jamais, dans cette partie du monde, à la recherche de la paix et d'une solution durable pour le peuple afghan. »

Pierre Laurent

secrétaire national du PCF

29 juin 2011

Grèce

« Halte à la répression contre le peuple grec »

Georges Papandreou et sa majorité parlementaire viennent de voter le nouveau plan d'austérité exigé par l'union européenne et le FMI.

Taxer les précaires et les travailleurs pauvres, baisser les pensions de retraites et les prestations sociales, brader les entreprises publiques et baisser les impôts des riches, voilà les mesures diaboliques validées par le parlement.

Comme si cette trahison des aspirations populaires et ce déni de démocratie ne suffisaient pas, voilà maintenant une répression violente qui s'abat sur tout un peuple qui manifeste contre l'inacceptable.

Le gouvernement grec doit cesser de punir son peuple. Le PCF condamne fermement ces violences policières et soutient les manifestants qui, décidément, ont bien raison d'exiger une démocratie réelle et la maîtrise populaire de l'argent.

Parti communiste français

30 juin 2011

Afghanistan

« Le retrait des troupes doit être complet et dans de brefs délais »

L'Élysée vient d'annoncer « un retrait progressif » de ses renforts envoyés en Afghanistan.

Ce qui est nécessaire et urgent, c'est un retrait complet – et non partiel – des troupes françaises et de l'OTAN du territoire afghan.

La guerre engagée dans ce pays n'apporte aucune solution durable à la reconstruction du pays dans toutes ses dimensions. Elle contribue gravement à l'insécurité et à l'instabilité internationale. Avec 62 soldats tués et des otages toujours détenus, notre pays paie un lourd, dramatique et inutile tribut à cette politique de force.

Notre pays doit agir pour la résolution politique des conflits. Il doit contribuer – en respectant les principes et le cadre multilatéral de l'ONU – à la sécurité internationale par la prévention, le développement, la coopération, le désarmement. La France doit et peut jouer un tout autre rôle dans le monde et spécifiquement au Moyen-Orient.

Parti communiste français

23 juin 2011

Le Parti communiste français
publie régulièrement des communiqués
liés à l'actualité internationale.
Les communiqués sont à retrouver
intégralement sur le site du PCF:
www.pcf.fr

Chaque mercredi, dans *l'Humanité*,
un article sur la situation internationale,
publié dans le supplément *Communistes*

Maroc

« Un référendum aux airs de plébiscite et au mépris du droit international »

Le résultat du référendum marocain sur les institutions est annoncé officiellement comme une victoire écrasante et totale du Roi et des forces favorables au régime de Rabat. Le *Mouvement du 20 février*, initiateur des mobilisations pour la démocratie, qui appelait au boycott en parlant d'un référendum « illégal et illégitime », qualifie ce résultat de « ridicule », en dénonçant les pressions exercées sur l'électorat et des « violations massives des principes démocratiques ».

Il est particulièrement choquant que ce référendum, aux airs de plébiscite, ait pu être organisé y compris en territoire sahraoui occupé, au mépris du droit international. C'est un fait qui entache à lui seul la crédibilité du scrutin.

Le Parti communiste français réaffirme son soutien au *Mouvement du 20 février* et à toutes les forces politiques et sociales marocaines qui agissent pour un État de droit, pour les libertés et la démocratie au Maroc.

Parti communiste français

2 juillet 2011

Syrie

Extraits de l'intervention de Farouk Mardam-Bey lors de la soirée de soutien et d'hommage au peuple syrien du 24 juin à Paris.

« Il y a deux semaines exactement, les *Comités de coordination de la révolution syrienne* ont diffusé une déclaration qui résume parfaitement la vision de toutes ces forces, aussi bien les jeunes qui ont lancé le mouvement, à l'instar de leurs frères tunisiens et égyptiens, que les différents partis et groupements d'opposition, ou encore les intellectuels démocrates à l'intérieur du pays et en exil. Afin d'éviter à la Syrie l'internationalisation de la crise nationale et une intervention étrangère unanimement refusée, cette déclaration insiste sur les quatre points suivants :

1. L'arrêt immédiat des tueries perpétrées par le pouvoir, ainsi que de la campagne mensongère menée par les médias officiels contre le mouvement populaire; la libération de tous les détenus politiques, anciens et nouveaux, et l'ouverture du pays à la presse indépendante arabe et internationale.

2. L'organisation d'un congrès national dont le seul et unique objectif est de jeter les bases d'une transition pacifique vers un régime politique pluraliste garantissant toutes les libertés démocratiques et l'égalité absolue dans les droits et les devoirs entre tous les citoyens et citoyennes, quelles que soient leurs origines ethniques ou confessionnelles.
3. La période de transition débouchera sur une république digne de ce nom, indépendante et souveraine, avec un État de droit à caractère séculier, des citoyens libres et égaux, et où les fruits de la croissance serviront d'abord à améliorer les conditions de vie des classes populaires.
4. Le mouvement populaire en marche est désormais la seule source de légitimité.

Chers amis,

Le combat du peuple syrien a besoin du soutien de toutes les forces démocratiques dans le monde, notamment les forces de gauche. J'insiste sur ce dernier point car le régime syrien a longtemps bénéficié d'une réputation mensongère de « résistant » aux menées impérialistes au Proche-Orient. On oublie son intervention brutale au Liban en 1976 contre la résistance palestinienne et la gauche libanaise. On oublie que ses protégés au Liban ont massacré, en 1985 et 1986, des milliers de réfugiés palestiniens et assassiné quelques-uns parmi les plus brillants intellectuels communistes du pays. On oublie sa participation en 1991, sous l'égide des États-Unis, à la première guerre du Golfe contre l'Irak, moyennant quoi il a obtenu la mise du Liban sous sa tutelle. On oublie surtout qu'il n'a pas tiré depuis 1974 un seul coup de feu pour libérer le plateau du Golan, territoire syrien occupé par Israël. Sa politique dite de « résistance et d'obstruction » n'a qu'un seul but : justifier l'état d'urgence par l'état de guerre alors qu'il n'a ni l'intention ni les moyens de la faire.

Chers amis,

Le clan Assad est coriace, il ne reculera devant aucun crime, aucune provocation à l'intérieur ou à l'extérieur du pays pour se maintenir au pouvoir. C'est pourquoi, en ce centième jour du déclenchement de l'intifada, il est plus que jamais urgent que toutes les forces éprises de justice dans le monde se mobilisent pour faire cesser les massacres en Syrie et pour soutenir le droit du peuple syrien à la liberté et à la dignité. »